

Communiqué sur la situation en Palestine, présenté par des doctorant.e.s lors de l'Assemblée Générale des personnels du laboratoire du 24 juin 2024

Face à la situation actuelle en Palestine, de nombreux collectifs de l'enseignement du supérieur se sont mobilisés dans un premier temps pour l'établissement d'un cessez-le-feu en Palestine. Selon le collectif transnational "Scholars against wars" (rassemblant étudiant.es, chercheur.es et universités de toutes disciplines), "plus de 219 établissements d'enseignement, dont au moins 29 de l'UNWRA, ont été touchés et détruits par des bombardements israéliens"¹.

Ce sont 75% des infrastructures de l'éducation qui ont été détruites, visées par l'armée israélienne. Président.es, doyen.nes, professeur.es et étudiant.es ont été victimes des bombardements, notamment depuis le 7 octobre². Au-delà des destructions d'écoles et universités, c'est l'accès à l'éducation pour les générations de palestinien.nes à venir qui est menacé.

En tant que laboratoire dont une part importante des membres travaillent sur les thématiques de santé, nous souhaitons également dénoncer la destruction systématique du système de santé gazaoui. Israël utilise comme tactique de guerre les attaques contre les hôpitaux, les ambulances et les personnels de santé³. Selon Médecins sans frontières, 24 hôpitaux sur 36 ont été détruits à Gaza par Israël au 14 mai 2024⁴. Les habitant.e.s de Gaza sont également privé.e.s d'eau, de nourriture, d'abris, ce qui rend les conditions de vie particulièrement difficiles dans le territoire⁵.

La suppression des droits politiques, civils, culturels, éducatifs et sanitaires des palestinien.nes étant plus que préoccupante, il nous semble éthique et nécessaire de réagir en se positionnant en tant que chercheur.es contre l'oppression du peuple palestinien et le risque génocidaire⁶ actuel qu'il subit. Par ailleurs, nous rejetons la rhétorique d'amalgame entre l'Etat d'Israël et les personnes se reconnaissant juif.ves, dans quelque communauté nationale qu'elles se trouvent dans le monde. Cette rhétorique contribue à la disqualification des voix critiques, académiques incluses, du processus colonial à l'œuvre en Palestine et de l'action de l'Etat israélien en ce sens et à Gaza. Au regard de la recrudescence de la parole et des actes antisémites, en France et ailleurs, nous tenons également à exprimer ici notre compassion pour les victimes israéliennes du 7 octobre, à demander la libération des otages détenus par le Hamas et à nous affirmer aux côtés des juif.ves de France.

En solidarité avec les voix qui s'élèvent pour dénoncer la situation des gazaoui.es à l'international, et face à l'impossibilité de rester silencieux.ses, nous souhaitons nous exprimer via ce communiqué. Nous nous joignons donc aux mobilisations récentes pour dénoncer le rôle et l'inaction des gouvernements occidentaux et appeler à la paix en

¹ Scholars against war, site internet, consulté le 27/06/2024, <https://scholarsagainstawar.org/about/>

² Golshiri G. (2024, 6 mars), Les douze universités de Gaza détruites ou endommagées par l'armée israélienne : « C'est une guerre contre l'éducation ». *Le Monde*.

³ People Health Movement. (2024, 11 Juin) "Le système de santé palestinien pris pour cible par Israël, mais élément crucial de la résistance contre le génocide".

⁴ Médecins sans frontières. (2024, 14 mai), "Bombardements, raids et incursions : sept mois d'attaques incessantes contre le système de santé dans les territoires palestiniens occupés".

⁵ Médecins sans frontières. (2024, 7 juin), "Gaza : nos réponses à vos questions".

⁶ Maupas S. (2024, 27 janvier), Gaza : la Cour internationale de justice appelle à protéger les Palestiniens contre un « risque réel et imminent » de génocide. *Le Monde*.

Palestine. A l'initiative d'universités étasuniennes⁷, nous avons pu témoigner d'une forte mobilisation d'étudiant.e.s mais également de personnels des universités en question, mouvement se répandant depuis dans d'autres institutions et établissements d'enseignement supérieur et de recherche⁸. A ces mobilisations s'ajoutent plusieurs communiqués sur des listes de diffusion et de colloques organisés par des personnels de certaines de ces universités⁹.

Plus près du monde académique dans lequel nous évoluons et de notre vie quotidienne, à Rennes, le comité de soutien au peuple palestinien de l'Université de Rennes 2 dénonce le partenariat entre l'université et l'entreprise HP, fournissant le système de surveillance Aviv, impliqué dans la mise en place et la gestion de l'apartheid à Gaza¹⁰. Les étudiant.e.s rennais.es dénoncent, entre autres, le partenariat entre l'université et la compagnie d'armement Thalès et se mobilisent en occupant leurs universités. Nous déplorons la répression des mobilisations étudiantes, en France et ailleurs.

Ces mobilisations nous rappellent que, si la situation de risque génocidaire¹² en Palestine peut sembler éloignée de notre quotidien au premier abord, il est cependant possible, ici à Rennes de s'organiser pour faire pression pour obtenir un cessez le feu. Sur notre territoire, plusieurs entreprises contribuent à financer Israël ou bien à lui vendre de l'armement militaire. Nous pouvons citer Thalès, à Saint-Jacques de la Lande, qui vend des drones militaires¹³ à l'Etat d'Israël¹⁴, utilisés contre la population de Gaza¹⁵. L'entreprise de défense aéronautique Safran vient également de choisir la ville de Rennes pour installer une nouvelle usine. Cette entreprise collabore avec des entreprises d'armement israéliennes¹⁶ et a été épinglée par les militant.e.s pour la paix et la justice en Palestine¹⁷.

Face à ce constat, nous demandons donc à l'Assemblée Générale du laboratoire de se positionner sur les revendications suivantes. Ainsi, nous nous joignons à "l'Appel du monde académique français pour la Palestine" publié dans *L'Humanité* en janvier 2024 et demandons à :

⁷ Leparmentier A. (2024, 23 avril), Aux Etats-Unis, le campus de Columbia en état de siège sur fond de guerre à Gaza. *Le Monde*

⁸ Houdayer G. (2024, 3 mai) Mobilisation pro-palestinienne des étudiants : plusieurs campus mobilisés, les lycéens appelés à se joindre au mouvement. *France Bleu*.

⁹ Colloque populaire qui a lieu à Nanterre le 31 mai, par l'association *Les Oranges*, relayé par Samuel Hayat sur son compte Twitter.

¹⁰ Comité soutien Palestine Rennes 2. (2023, 11 décembre), "Soutien à la Palestine : notre appel à la présidence de l'université Rennes 2". https://www.instagram.com/p/C0txb3tCtPI/?img_index=1

¹¹ Boycott, Désinvestissement, Sanctions. (2023, 13 décembre), Boycott HP- Mise à jour de la campagne pendant le #GazaGenocide.

<https://www.bdsfrance.org/boycott-hp-mise-a-jour-de-la-campagne-pendant-le-gazagenocide/>

¹² Maupas S. (2024, 27 janvier), Gaza : la Cour internationale de justice appelle à protéger les Palestiniens contre un « risque réel et imminent » de génocide. *Le Monde*.

¹³ Thales. Site internet consulté le 27/06/2024.

<https://www.thalesgroup.com/fr/worldwide/defense/drone-tactique-watchkeeper>

¹⁴ M.E. (2024, 18 juin), Guerre Israël-Hamas : La France aurait envoyé du matériel de guerre à l'armée israélienne. *20 minutes*.

¹⁵ Norton-Taylor R. (2013, 11 décembre), Charity condemns Israeli role in UK drone project. *The guardian*.

¹⁶ Société commune Sagem/Elbit Systems dans les systèmes de drones tactiques. *Le Point*. (2010, 15 septembre).

¹⁷ Solidaires. (26.01.2024), "Non à la coopération militaire avec Israël".

- « *Intensifier la pression pour mettre fin à la guerre (...) à Gaza et rejoindre le mouvement international appelant à un cessez-le-feu immédiat, inconditionnel et permanent.*

- *Pousser nos universités à agir activement contre le régime d'apartheid israélien : repérer les investissements, les contrats ou les accords de coopération avec les entreprises qui financent Israël et s'organiser pour les dénoncer. Appeler à rompre toute coopération avec des entreprises complices des crimes israéliens contre le peuple palestinien.*

- *Défendre le droit des Palestiniens à l'éducation : dénoncer la destruction du système éducatif et les restrictions des libertés académiques et politiques en Palestine. Exiger la fin des restrictions de la liberté de circulation des universitaires et étudiant.es palestinien. Plaider pour la suppression des obstacles, qui entravent la capacité des universitaires et des étudiant.es à assister aux cours et à s'engager dans des activités académiques. Soutenir le droit des universitaires internationaux de visiter et de collaborer avec des collègues palestinien.nes.*

- *Établir des liens académiques avec des universités et des universitaires palestinien.nes afin de lutter contre l'isolement international de l'enseignement supérieur palestinien. Promouvoir les échanges, les projets communs, les programmes de bourses et les partenariats qui contribuent positivement au système éducatif palestinien.*

- *Soutenir et participer au Boycott Académique visant celles des institutions académiques israéliennes qui se rendent complices de la violation des droits des Palestiniens : s'abstenir de participer à des collaborations, des conférences ou des partenariats avec des institutions israéliennes, de recherche et d'État qui soutiennent ou contribuent à l'occupation et au nettoyage ethnique des Palestiniens et ce jusqu'à ce qu'Israël se conforme au droit international et aux principes universels des droits humains.*

- *Défendre la liberté d'expression : résister à toute tentative visant à stigmatiser ou à faire taire le personnel académique et administratif et les étudiant.es des universités françaises engagé.es dans des campagnes de solidarité avec la Palestine. Utiliser l'espace universitaire pour parler de la Palestine (...) ».¹⁸*

- *A soutenir les revendications du Comité de soutien au peuple palestinien de l'Université de Rennes 2 concernant la fin du partenariat entre l'université et l'entreprise Hewlett-Packard (HP) et ceux des étudiant.e.s de l'université de Rennes concernant la fin du partenariat entre l'université de Rennes et l'entreprise Thalès¹⁹.*

- *A ce que le laboratoire se positionne fermement pour l'abandon des poursuites judiciaires en cours contre les étudiant.e.s ayant eu le courage de se mobiliser, à l'échelle nationale et internationale.*

- *-A ce que le laboratoire demande aux Universités de Rennes et Rennes 2 de former leurs personnels aux questions d'antisémitisme et d'islamophobie, pour répondre à l'augmentation des discriminations au sein de nos espaces de travail et d'étude.*

¹⁸ « Appel du monde académique français pour la Palestine : arrêt immédiat de la guerre génocidaire ! » (09.01.2024), *L'Humanité*.

¹⁹ *Les formes de partenariat avec l'Université de Rennes*. univ-rennes.fr ; consulté le 27/06/2024. <https://www.univ-rennes.fr/les-formes-de-partenariat-avec-luniversite-de-rennes>